

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

**Séance du 17 décembre 2014**

**Objet n° 11** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; M. Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, M. Emin Ozkara, Mme Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, M. Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Berrin Saglam, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Jean-Pierre Van Gorp, Mme Laurette Onkelinx, MM. Halis Kökten, Yvan de Beaufort, Mmes Catherine Moureaux, Debora Lorenzino, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Barbara Trachte, M. Bram Gilles, Conseillers communaux.

**#Objet : Taxe communale sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci - Exercices 2015 à 2019 - Renouvellement et modification #**

LE CONSEIL COMMUNAL

*Décidé, par 26 voix contre 10 et 2 abstention(s).*

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 26 juin 2013, votant la modification du règlement relatif à la taxe sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci; pour les exercices 2013 à 2014 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 décembre 2014 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

**Article 1**

Il est établi pour les exercices 2015 à 2019 une taxe communale sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Sont visés :

1. le dépôt ou l'abandon de déchets en dehors des endroits prévus ou spécialement aménagés à cet effet ainsi que le dépôt de sacs de déchets dans une corbeille publique ;
2. le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices en dehors des lieux et heures prévus pour leur enlèvement ;
3. le fait de coller des affiches ou des autocollants sur le mobilier urbain ou sur un immeuble ou un ouvrage public ou privé ;
4. le fait ayant pour conséquence de salir les voies ou lieux publics, ou d'y porter atteinte à la propreté publique.

**Article 2**

La taxe est due solidairement par :

1. la personne qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, dans cet ordre selon les possibilités d'identification, lorsque le dépôt ou l'abandon est effectué sur la voie publique, ou, dans les autres cas, l'auteur du dépôt ou de l'abandon, le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, ou l'occupant ou le propriétaire du fonds sur lequel le dépôt ou l'abandon est effectué; dans cet ordre selon les possibilités d'identification ;
2. le propriétaire, le responsable ou le gardien de la personne, de l'animal ou de la chose, au sens des articles 1384 à 1386 du Code civil, qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou qui a engendré la salissure ;
3. le propriétaire ou l'éditeur responsable de l'affiche ou de l'autocollant, ou la personne qui a collé l'affiche ou l'autocollant ou effectué le graffiti, tag ou autre inscription ;
4. la personne dont l'acte est constitutif d'une salissure au sens du présent règlement.

**Article 3**

Les taux de la taxe fixés pour 2015 seront majorés au 1er janvier de chaque exercice au taux de 2,5%, arrondis à la demi dizaine d'euro la plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

		Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019
TAU X 1	par m <sup>2</sup> de voirie salie par le passage d'un engin de chantier tel un camion ou une grue. En tout état de cause, un montant minimal de € 300,00 sera perçu	€ 30,00	€ 30,00	€ 30,00	€ 30,00	€ 30,00
TAU X 2	pour toute salissure occasionnée par une personne ou par la chose, l'animal ou la personne qu'elle a sous sa garde	€115,00	€120,00	€125,00	€130,00	€135,00
TAU X 3	pour toute déjection humaine	€135,00	€140,00	€145,00	€150,00	€155,00
TAU X 4	par avaloir bouché	€160,00	€165,00	€170,00	€175,00	€180,00
TAU X 5	par sac ou récipient contenant des immondices ou déchets assimilés aux immondices. En cas de récidive dans les 5 ans le taux initial est augmenté de 50€	€160,00	€165,00	€170,00	€175,00	€180,00
TAU X 6	par m <sup>3</sup> de déchets contenant du papier et/ou du carton non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m <sup>3</sup>	€255,00	€260,00	€265,00	€270,00	€275,00
TAU X 7	par m <sup>3</sup> de sacs, récipients, objets ou déchets non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices, à l'exception des déchets de papier, de carton, de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m <sup>3</sup>	€415,00	€425,00	€435,00	€445,00	€455,00
TAU X 8	par m <sup>2</sup> ou fraction de m <sup>2</sup> de superficie salie par des affiches ou autocollants. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une surface minimale d'1m <sup>2</sup>	€225,00	€230,00	€235,00	€240,00	€245,00
TAU X 9	par m <sup>3</sup> de déchets de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m <sup>3</sup>	€815,00	€835,00	€855,00	€875,00	€895,00

#### **Article 4**

La taxe est perçue au comptant contre remise d'une preuve de paiement ou par voie de rôle. Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

#### **Article 5**

La taxe qui fait objet d'un enrôlement, est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les Revenus de 1992.

#### **Article 6**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

#### **Article 7**

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe.

Un accusé de réception sera notifié au redevable et, le cas échéant, à son représentant, d'une part, et,

d'autre part, au Receveur communal, dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

**Article 8**

La présente délibération entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour un terme expirant le 31 décembre 2019.

**Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 17 décembre 2014.**

Par le Conseil:

David Neuprez  
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt  
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

**Vergadering van 17 december 2014**

**Voorwerp nr 11** van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; H. Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, H. Emin Ozkara, Mevr. Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, H. Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Berrin Saglam, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Halis Kökten, Yvan de Beaufort, Mevr. Catherine Moureaux, Debora Lorenzino, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Barbara Trachte, H. Bram Gilles, Gemeenteraadsleden.

**#Objet : Gemeentebelasting op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze - Dienstjaren 2015 tot 2019 - Hernieuwing en wijziging #**

DE GEMEENTERAAD

*Besloten, met 26 stem(men) tegen 10 en 2 onthouding(en).*

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk het artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 26 juni 2013 stemmend de wijziging van het belastingreglement op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze; voor de dienstjaren 2013 tot 2014;

Gezien de financiële situatie van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 december 2014;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

**Artikel 1**

Voor de aanslagjaren 2015 tot 2019 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Worden bedoeld:

1. het plaatsen of achterlaten van afval buiten de voorziene of speciaal daartoe aangelegde plaatsen of iedere plaatsing van een zak met afval in een openbare afvalbak;
2. het plaatsen of achterlaten van huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval buiten de plaatsen en tijdstippen voorzien voor de ophaling ervan;
3. het aanplakken van affiches of zelfklevers op het stadsmeubilair of op een openbaar of privaat gebouw of bouwwerk;
4. het feit dat leidt tot de vervuiling van openbare wegen of plaatsen of de openbare netheid in het gedrang brengt.

**Artikel 2**

De belasting is solidair verschuldigd door:

1. de persoon die het afval achterlaat of de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had, in deze volgorde volgens de identificatiemogelijkheden, als dit gebeurt op de openbare weg, en in de andere gevallen, de auteur, de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had of de bezetter of de eigenaar van de bodem waarop het afval achtergelaten wordt; in deze volgorde volgens de identificatiemogelijkheden;
2. de eigenaar, de verantwoordelijke of de houder van de persoon, het dier of de zaak, in de zin van artikel 1384 tot 1386 van het Burgerlijk Wetboek, die het afval heeft achtergelaten of er de vervuiling van heeft teweeggebracht;
3. de eigenaar of de verantwoordelijke uitgever van de affiche of de zelfklever, of de persoon die de affiche of de zelfklever heeft geplakt of de graffiti, tag of ander opschrift heeft aangebracht;
4. de persoon die een handeling stelt die in de zin van onderhavig reglement tot vervuiling kan leiden.

### **Artikel 3**

De vastgestelde aanslagvoeten voor het dienstjaar 2015 zullen per 1 januari van ieder dienstjaar worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar de dichtstbijzijnde vijf euro, volgens onderstaande tabel:

		Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019
VOE T 1	per m <sup>2</sup> vervuilde weg veroorzaakt door het doorrijden van een werfvoertuig zoals een vrachtwagen of een kraan. In ieder geval, zal een minimum bedrag van € 300,00 worden aangerekend	€ 30,00	€ 30,00	€ 30,00	€ 30,00	€ 30,00
VOE T 2	voor elke vervuiling veroorzaakt door een persoon of door het ding, het dier of de persoon over wie hij/zij de hoede heeft	€115,00	€120,00	€125,00	€130,00	€135,00
VOE T 3	voor elke menselijke ontlasting	€135,00	€140,00	€145,00	€150,00	€155,00
VOE T 4	per verstopte straatkolk	€160,00	€165,00	€170,00	€175,00	€180,00
VOE T 5	per zak of recipiënt, bevattende huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval. In geval van recidivisme binnen de 5 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50€	€160,00	€165,00	€170,00	€175,00	€180,00
VOE T 6	per m <sup>3</sup> afval bestaande uit papier en/of karton dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m <sup>3</sup> worden aangerekend	€255,00	€260,00	€265,00	€270,00	€275,00
VOE T 7	per m <sup>3</sup> zakken, recipiënten, voorwerpen of afval dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling, met uitzondering van papier, karton, bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfstrepen, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m <sup>3</sup> worden aangerekend	€415,00	€425,00	€435,00	€445,00	€455,00
VOE T 8	per m <sup>2</sup> of per fractie m <sup>2</sup> bevuilde oppervlakte door graffiti, tag of een ander opschrift, affiche of zelfklever waarbij een minimale oppervlakte van 1m <sup>2</sup> zal worden aangerekend	€225,00	€230,00	€235,00	€240,00	€245,00
VOE T 9	per m <sup>3</sup> bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfstrepen, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m <sup>3</sup> worden aangerekend	€815,00	€835,00	€855,00	€875,00	€895,00

### **Artikel 4**

De belasting is contant tegen betalingsbewijs of per kohier verschuldigd. De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

### **Artikel 5**

De belasting die het voorwerp uitmaakt van een inkohiering, is te betalen binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn brengen de verschuldigde sommen ten bate van het Gemeentebestuur, een nalatigheidinterest op, berekend volgens de bepalingen van artikel 414 van het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992.

### **Artikel 6**

De belasting wordt door de gemeenteontvanger ingevorderd overeenkomstig de regels vastgesteld bij het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

### **Artikel 7**

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het

bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden, enerzijds aan de belastingplichtige, of in het andere geval, aan zijn vertegenwoordiger, anderzijds aan de gemeenteontvanger, binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

#### **Artikel 8**

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2015 voor een termijn verstrijkend op 31 december 2019.

#### **Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 17 december 2014.**

Namens de raad :

David Neuprez  
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt  
Burgemeester-Voorzitter